

2 Politique

Interview du ministre d'Etat, ministre des Relations avec les Institutions constitutionnelles, chargé du Dialogue politique

Me Francis Nkea : « Je confirme que les dates vont être communiquées dans les tout prochains jours »

Propos recueillis par. **Jonas OSSOM-BEY & Juste Kombille Moussavou**
Libreville/Gabon

Dans cet entretien, le membre du gouvernement revient sur le dialogue politique qui sera organisé sous peu dans notre pays. Son format, la participation de l'opposition, les attentes sont parmi les points abordés. Lecture

l'union. Monsieur le ministre d'Etat, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, lors de son discours de vœux à la nation a promis la tenue du dialogue national après la CAN de football qui s'est achevée dimanche dernier. Êtes-vous prêts ? Quelles sont les dates qui ont été retenues ?

Me Francis Nkea : Je puis vous assurer de la détermination du président de la République, et du Premier ministre, à ne ménager aucun effort en faveur de la tenue du dialogue politique. Depuis plusieurs semaines, en effet, le chef du gouvernement, assisté du comité interministériel en charge du dialogue politique, a initié une série de rencontres avec l'ensemble de la classe politique nationale et présenté à ces différents responsables de partis politiques le bien-fondé de ces assises. L'occasion lui a également été donnée de mieux cerner les attentes et autres préoccupations de ses interlocuteurs. Cette démarche constitue à mon avis un véritable succès, vu que sur les 58 partis politiques légalement reconnus dans notre pays, 52 ont donné leur accord formel pour prendre part au dialogue politique. Tout est donc mis en place pour que cette rencontre se tienne dans un esprit de fraternité, de transparence et de respect mutuel. Sur les dates exactes de ce dialogue, nous allons communiquer très prochainement à travers vos canaux. Je crois pouvoir dire que c'est maintenant une question de jours.

Le Premier ministre, Emmanuel Isoze Ngondet, a organisé, en votre présence, des consultations avec certains acteurs politiques nationaux, dans le cadre dudit dialogue. Quel bilan faites-vous de ces échanges ?

- C'est un bilan globalement positif, même s'il peut y avoir ici et là quelques points d'insatisfaction à mettre sur le compte de la nature même du dialogue. C'est quelque chose de dynamique, parce qu'il implique des divergences de vues dès le départ et ce sont ces vues qui sont à concilier. Nous sommes dans un contexte où il n'y a pas d'unanimité à la base et la tâche n'en est que plus exaltante. Sur les divers points abordés lors de ces consultations, bien des accords se sont dégagés. Il y a aussi des désaccords, qui viendraient certainement à être conciliés lors de la tenue effective des assises.

Depuis que le dialogue politique a été annoncé, il ne se passe pas un jour sans que des associations et autres formations politiques "gazelles" ne se disent favorables à ce rendez-vous. Quel sera son format ? Qui est concerné par ces discussions ?

- L'agenda du dialogue politique est déterminé par le chef de l'Etat et nous l'exécutons sous la conduite du Premier ministre. Alors, qui est concerné ? Eh bien, ce sont les Gabonais, tous les Gabonais de bonne volonté issus de notre classe politique.

Nous n'avons aucune préférence ni dans la majorité ni dans l'opposition. L'appel du chef de l'Etat est lancé à l'ensemble des leaders de notre pays qui estiment avoir un rôle à jouer, une idée à apporter, un acte positif à poser pour l'amélioration de notre système politique, l'édification du Gabon. Pour le format, disons tout simplement qu'il s'agit d'un forum politique inclusif, nous n'avons pas de préférence pour tel grand ou pour tel petit. Ceux que nous recensons, parce qu'ils viennent à nous, sont aussi ceux qui existent légalement ou alors qui sont représentatifs d'une frange de Gabonais.

Il appartiendra, dans le cadre des travaux qui seront menés par la Commission ad hoc, aux participants eux-mêmes, de déterminer le cadre qui leur importera le mieux, le gouvernement n'entendant nullement leur en imposer un.

Certains observateurs et acteurs en appellent à la participation de toutes les forces vives du pays. Quelle sera la différence avec d'autres rencontres organisées précédemment au Gabon telles que la Conférence nationale, les Accords de Paris, les Accords d'Arambo ?

- Le dialogue politique que nous allons organiser dans les tout prochains jours se veut inclusif et sans tabou tel que l'a appelé de tous ses vœux le chef de l'Etat lors de son discours à la Nation. Autrement dit, cette rencontre va nous permettre de discuter de toutes les questions qui sont à l'origine des tensions que nous observons au sortir de la Présidentielle. Le dialogue national va donc aborder tous les aspects de la vie de la Nation pour nous permettre d'écrire un nouveau chapitre de notre histoire commune conformément à la volonté des plus hautes autorités du pays en tête desquelles le président Ali Bongo Ondimba. Un nouveau chapitre qui portera une attention particulière sur les jeunes et les femmes qui constituent les couches les plus vulnérables sans lesquelles demain ne saurait se construire. A mon avis, au-delà du contexte sociopolitique et des acteurs qui l'animent actuellement, pour connaître les données qui font la différence avec le passé, il est judicieux d'attendre le contenu des accords issus du prochain forum, pour les comparer à ceux qui ont été conclus auparavant, notamment lors de la Conférence nationale, des Accords de Paris et des Accords d'Arambo.

Que vaut, aujourd'hui, un dialogue politique sans la présence d'une partie des acteurs politiques de l'opposition, incarnée par Jean Ping, qui pèse tout de même 47,6% des suffrages du peuple, si l'on s'en tient aux résultats de la dernière élection présidentielle ? Des initiatives ont-elles été prises pour les amener à participer aux assises à venir ?

- Si des initiatives ont été prises ? Vous en parlez au passé, mais je vous réponds au présent. Il y a des initiatives. Le débat politique a pour vocation de ne jamais s'arrêter, et quand bien même il viendrait à s'arrêter avec Monsieur Ping et ses proches, nous pourrions encore le poursuivre avec ceux qui acceptent. Je voudrais réitérer ici que la porte demeure grande ouverte aux bonnes volontés qui ont un projet pour le Gabon et qui sont prêtes à en débattre. C'est le sens de l'appel lancé par le président de la République. Tout le monde est concerné. Les démarches du gouvernement pour la concrétisation de la volonté de dialogue du chef de l'Etat sont effectuées en direction de toutes les forces vives de la Nation, y compris Jean Ping qui, jusque-là, a exprimé son intention de ne



Le ministre d'Etat, en charge du Dialogue politique, Me Francis Nkea.

pas répondre positivement à cet appel. Il l'a réaffirmée aux députés européens qui semblent, aujourd'hui, être ses plus proches et qui l'ont consigné dans leur proposition de résolution au Parlement européen.

Ce qu'il faut reconnaître, c'est que la majorité des partis qui ont soutenu Jean Ping lors de la dernière élection présidentielle se sont regroupés autour de son ancien directeur de campagne, René Ndemzezo Obiang. A ces partis viennent s'ajouter les formations traditionnelles de l'opposition que sont le FAR de Léon Mbou Yembi, le PSD de Pierre-Claver Maganga Moussavou, le PSG de Moussavou King, une faction de l'Union nationale conduite par le vice-président Mike Jocktane

Au regard du poids politique contestable de ceux que vous citez, ne craignez-vous pas en réalité un monologue entre personnalités du même bord ?

- Je crois vous avoir déjà répondu et (je) trouve votre question un peu réductrice. Non, il ne peut pas y avoir de soupçon de monologue si vous nous faites un peu confiance. L'objectif du forum qui s'ouvre bientôt est clair : il s'agit d'aménager le cadre institutionnel, l'arsenal législatif et politique qui doivent déboucher sur un nouveau contexte de la vie de notre Nation. Il s'agit d'ouvrir à cette dernière des perspectives meilleures que par le passé. Si ce forum est réduit à un monologue, cela reviendrait à dire que notre agenda lui-même est bâclé, ce qui n'est pas du tout le cas. Le dialogue politique initié par le président de la République est ouvert à tous. A ce jour, il est entré dans sa phase préparatoire. Les tractations en vue de cette rencontre ont déjà eu lieu. Plusieurs compatriotes, acteurs politiques, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, ont déjà donné leur avis favorable pour prendre part à ce rendez-vous. Vous comprenez bien qu'il ne sera pas question d'un monologue étant entendu que les partis politiques de la majorité qui soutiennent l'action du chef de l'Etat auront en face d'eux d'autres compatriotes de l'opposition pour discuter de la vie de la Nation.

D'aucuns dans l'opinion publique, craignent un énième «partage du gâteau» et autres «postes juteux». Qu'en pensez-vous ?

- Je vous ai parlé tout à l'heure de l'agenda du chef de l'Etat. Permettez-moi d'emprunter la maxime mathématique selon laquelle avec un énoncé faux, l'on ne saurait s'attendre à une solution juste. Je vous confirme que nous veillons à la justesse de l'énoncé pour arriver à une solution plau-

sible : l'énoncé étant ici la consolidation de la paix sociale et de la modernisation de l'Etat. Si la solution, c'est le gâteau et les postes juteux, nous n'y accéderons point. Mais, pour ce qui concerne les plus hautes autorités en tête desquelles le chef de l'Etat, il ne s'agit nullement de cela, d'autant qu'au sortir de ces accords, des élections législatives seront organisées suivies d'un gouvernement issu de la majorité qui va se dégager.

Le chef de l'Etat a dit souhaiter un dialogue inclusif et sans tabou. Cette volonté sera-t-elle respectée ?

- Tel que je vous l'ai dit dans ma première réponse, je confirme que tout est en place et que les dates vont être communiquées dans les tout prochains jours. Il s'agira bien d'un dialogue inclusif et qui portera sur les différents aspects de la vie de la Nation.

Plusieurs politiques conditionnent leur participation entre autres à «la libération des prisonniers politiques». Comment envisagez-vous faire sauter ce verrou ?

- Sur les préalables, il faut préciser qu'au cours des consultations que nous avons eu à mener, l'opposition a sollicité des mesures d'élargissement envers les personnes incarcérées à la suite des événements du 31 août 2016. Le gouvernement a répondu que les dispositions avaient déjà été prises dans ce sens. C'est ainsi que sur plus de 800 personnes arrêtées par les Forces de sécurité et de défense, 500 ont été libérées par les officiers de police judiciaire pour insuffisance de charges, 393 ont été déférées devant des juridictions. A ce jour, deux personnes restent encore détenues à la Maison d'arrêt de Libreville. Ces personnes sont poursuivies pour des infractions extrêmement graves, que je ne saurais citer ici, l'instruction étant secrète. Dans ces procédures, des victimes personnes physiques s'étant constituées parties civiles, il n'appartient pas au gouvernement, en raison du principe de la séparation des pouvoirs, de contraindre le juge de les libérer. En revanche, depuis quelques jours, des instructions fermes ont été données au Parquet, qui est son représentant devant les juridictions, de tout mettre en œuvre pour que ces personnes soient jugées le plus rapidement possible.

In fine, qu'est-ce que les Gabonais peuvent attendre de ces discussions ?

- Je crois avoir répondu à cette question. Il s'agit de tout mettre en œuvre pour consolider la paix sociale et moderniser l'Etat de droit.